

avaient d'autres armes d'appui derrière le stade de jeux de Byumba dans une carrière et pilonnaient les positions du FPR à Kivuye et à Cyumba ».

Enfin, il évoque la formation des militaires FAR à Rwafandi en ces termes : *« A Rwafandi dans l'ancienne commune de Rutare, sur une route qui mène à Byumba tout près du marché local de Gaseke, des Français y entraînaient des militaires rwandais. Ils leur apprenaient le maniement des armes d'appui. Je les voyais chaque fois que j'y passais en allant récupérer des vivres au camp de déplacés à Rusine ».*

62. Luc Pillionel

Luc Pillionel est né en 1959, de nationalité suisse, est marié à une Rwandaise. Il est venu au Rwanda en juillet 1994 pour récupérer sa belle-famille qui s'était réfugiée au camp de Nyarushishi. Il a été auditionné par la Commission le 14/6/2007 en séance publique.

Son témoignage s'articule au tour des contacts qu'il a eus avec l'armée française lors de son voyage au Rwanda et des faits dont il a été témoin.

« Je n'étais jamais venu en Afrique, et je n'y suis venu qu'en juillet 1994 dans des circonstances un petit peu particulières. C'était en regardant la télévision le 25 juin 1994, si ma mémoire est bonne, qu'un télé journal sur la chaîne française « Antenne 2 » a fait un reportage sur l'arrivée des troupes françaises à Nyarushishi. Mon épouse a reconnu sa mère entre deux blindés, entre deux tentes de shiting où ils étaient réfugiés. Dans les jours qui ont suivi, j'ai pris la décision de venir la chercher. Pour avoir des informations si c'était possible, j'ai contacté le professeur Jean Pierre Chrétien, historien français bien connu, qui m'a dit que lui ne pouvait rien, mais qui a transmis ma demande auprès de son collègue Gérard Prunier. Ce dernier m'a rappelé quelques jours plus tard et m'a dit qu'il m'avait obtenu un soutien de la part de l'armée française et que je devais procéder de la manière suivante : me rendre à Bujumbura par un vol commercial pour me présenter sur la base française de Kavumu le lundi le 18 ou le mardi 19 juillet 1994 ; louer un taxi depuis Bujumbura. Ce que j'ai fait.

Je suis arrivé à Bujumbura le mercredi 13 juillet, et j'ai vu l'attaché militaire de l'ambassade de France à Bujumbura le jeudi 14. Ça a été un entretien presque de pure forme. Il avait une copie d'un fax qui était venu de la base de Kavumu et m'a bien confirmé que les autorités militaires françaises sur cette base m'attendaient le lundi ou le mardi de la semaine suivante. Le samedi 16 juillet, j'ai pris la piste de la Corniche en passant à la douane zaïroise d'Uvira, je suis arrivé à la base de Kavumu en fin d'après midi, le samedi.

J'ai pénétré dans la base et j'ai eu un bref contact avec les Français qui m'ont dit de revenir le mardi matin vers 9 heures. Et puis j'ai quitté la base pour rejoindre à Bukavu. Je peux peut-être faire quelques remarques sur ce que j'ai vu là. Il y avait un factionnaire zairois à l'extérieur de la base, et la base était protégée par un rangé des barbelés. Il y avait également des tranchées qui n'étaient pas continues. Tout au tour de la base, il y avait des positions de mortiers, des mitrailleuses et de très grands réservoirs de carburants qui étaient sur la gauche quand on rentre sur la base en regardant le lac Kivu en face. Et j'avais été un petit peu surpris de voir que ces réservoirs de carburant n'étaient pas du tout protégés. C'étaient de simples outres en caoutchouc assez grandes, d'une contenance de plusieurs dizaines de milliers de litres. Ils étaient simplement posés sur l'herbe un petit peu à l'écart.

J'en avais déduit que cette base était considérée comme absolument sûre. Sinon, ils n'auraient pas gardé la réserve de carburant d'une manière aussi vulnérable. Et puis, j'avais constaté la bonne organisation, la quantité et la qualité des dispositifs militaires français. Il y avait notamment des positions de mortiers qui étaient là, des hélicoptères, des avions Transall sur la piste. Donc là, je suis retourné à Bukavu le samedi soir. J'ai dormi à la procure à Bukavu le samedi soir, c'était le 16, le dimanche 17 et le lundi 18.

Le mardi matin 19 juillet 1994, il y avait un ecclésiastique rwandais qui souhaitait rejoindre Bujumbura avec son véhicule, et puis il n'avait plus d'essence. Alors, il lui fallait 20 dollars pour le carburant, et moi je n'avais pas de taxi pour aller à Kavumu. Alors on a fait un petit deal et il m'a amené à Kavumu vers 8h30 - 9h00 le matin. Là, je me suis annoncé au factionnaire à la base française. Ils m'ont fait entrer, j'ai eu un bref contact avec un militaire français. Sur son uniforme c'était marqué Hogard. Un monsieur d'une taille moyenne, un peu plus petit que moi, bronzé, énergique qui a quelque cinquantaine d'années. Sur son uniforme à gauche sur la poitrine, il y avait une sorte de petite cordelette nouée avec une petite lampe noire marque light, et il avait à la ceinture un pistolet dans un étui. On a discuté un peu, il est allé dans son bureau où il y avait la radio, et le fax. Il a fouillé dans une file de fax et il a trouvé le fax qui me concernait. Il m'a dit d'attendre sur un banc à proximité ; qu'il va me faire signe, que je partirai au Rwanda en hélicoptère.

Je me souviens, c'était dans la saison sèche, et j'ai patienté, je pense, une heure peut-être, un petit peu plus. Et puis, là, soudainement, j'ai vu plusieurs rotations d'hélicoptères, des Super Puma, également des Transall qui étaient déchargés devant moi. Je me situais, avec à ma droite le lac Kivu, mon dos faisant face à Bukavu. J'avais devant moi la piste, le tarmac, avec, au fond de celui-ci un peu à gauche, les réservoirs de carburant. Les Transall atterrissaient à 300 m de moi, les hélicoptères Super Puma également en face. Ce sont les deux types d'aéronefs que je

me rappelle avoir vus. Puis j'ai vu à plusieurs reprises des Super Puma qui atterrissaient avec des personnels militaires français et qui en sortaient.

J'avais observé que ces soldats n'avaient pas les souliers d'ordonnance de l'armée française. Ils avaient les chaussures de randonnée, légères, beiges ou noires qui sont très fréquentes chez les civils en Europe. Ils n'avaient pas d'insigne sur leurs uniformes et n'étaient pas armés de la manière traditionnelle avec les famas d'ordonnance de l'armée française. Ils étaient généralement plusieurs groupes de deux ou trois, qui descendaient des hélicoptères et ils sont passés à proximité de moi pour aller dans le bureau du colonel Hogard. Ils étaient équipés, leurs uniformes étaient légèrement tachés de poussière et certains avaient une barbe d'un jour ou deux et avaient des munitions en grand nombre. Ce qui m'a un petit peu surpris, pour être un petit peu au courant de ce qui se passait en Afrique dans les années précédentes.

J'achetais de temps en temps la revue militaire français RAIDS, où étaient décrites parfois des situations. Les analyses politiques étaient faites quant à ce qui se passait au Rwanda, mais également, il y avait d'autres articles sur les tenues et l'organisation des différentes armées dans le monde et en Afrique. Un des membres de ces binômes portait toujours avec lui comme arme, un pistolet mitrailleur, avec un silencieux qui est intégré comme modérateur de son. Et il portait sur la poitrine et sur les hanches au moins 20 ou 25 chargeurs. Ce qui est très supérieur aux six chargeurs par exemple que portaient les légionnaires sur la base de Kavumu ou au nombre de chargeurs que les soldats français avaient en opération au Rwanda. Le second membre du binôme avait une carabine de type M16, vraisemblablement avec un canon plus lourd pour un tir de plus grande précision avec des dispositifs de visée spéciale dessus. Ils avaient également un équipement qui leur permettait de porter un très grand nombre de chargeur et des grenades. Il était pour moi évident que ces gens rentraient de combats et qu'ils avaient engagé et employé leurs armes.

Donc là, j'ai vu plusieurs de ce personnel qui arrivaient, puis également, un certain nombre qui est parti au Rwanda. Et soudainement le colonel Hogard s'est approché à quelques mètres de moi. Il m'a dit : « Le civil suisse c'est à toi ? ». J'avais un gros sac à dos, valise avec des bretelles, ainsi qu'une petite sacoche, et puis je me suis dépêché de courir en direction de l'hélicoptère. Il y avait un nombre de militaires français de type troupes spéciales qui me précédaient. J'ai peut-être mis une minute ou deux pour rejoindre l'hélicoptère. Ils étaient déjà impatients de décoller. Un militaire français m'a saisi par la ceinture avec mon gros sac à dos à la main et l'autre là, il m'a quasiment soulevé avec une seule main et projeté dans la cabine. J'avais été un peu surpris, je faisais quand même 80 kilos avec peut-être 30 kilos de bagage.

Je me retrouvais dans un hélicoptère français avec l'équipage des soldats qui faisaient leur vérification avant de se rendre dans une zone de combat. Ils vérifiaient leurs chargeurs, les pilotes vérifiaient les équipements, les kits de survie, leurs petites radios qui étaient dans leurs gilets, pour voir s'ils marchaient. Ils vérifiaient les chargeurs et leurs pistolets etc. On est parti dans cet hélicoptère Super Puma en direction de Kavumu. On a d'abord survolé en hélicoptère à une altitude assez faible et on a continué à cette altitude sur le Kivu, et puis on progressait dans la direction du Rwanda. Le vol a duré quelques minutes, et j'ai atterri à la base française de Kamembe. L'hélicoptère a atterri à proximité d'un grand hangar en fer qui était entouré de position de fortification de campagne avec des sacs de sable. Je suis rentré à l'intérieur de la base. Je me rappelle avoir été en contact avec un officier français, le capitaine Guillaume Ancel, qui m'a dit que nous allions partir incessamment pour aller à Nyarushishi.

J'ai attendu pendant environ une heure dans un petit enclos de sac de sable sis dans le hangar de la base. Et après un moment, il devait être environ 11h00-11h30, le capitaine Guillaume Ancel est venu et m'a dit : « Cette fois on y va ». Alors il m'a dit que c'était quand même pas une promenade et m'a demandé si j'étais décidé d'assumer certains risques. Il m'a dit qu'il pouvait aller chercher ma belle famille à Nyarushishi, l'apporter à un endroit convenu. Je lui ai dit que je préfère aller avec eux, parce que ma présence serait quand même un gage que cette extraction serait réalisée au mieux des intérêts de ma belle-famille.

Et puis, je ne sais plus si c'est à ce moment là ou si c'est sur la base militaire de Kavumu précédemment, mais les Français m'ont proposé de m'évacuer en Europe avec leur avion Transall. J'étais un petit peu surpris de cette proposition, mais bien sûr elle aurait été bienvenue, ce qui m'aurait permis d'être en sécurité très rapidement et d'avoir ma famille en Europe proche de nous. Et donc, là on s'est mis d'accord avec le capitaine Guillaume Ancel. On est sorti de la base dans une jeep 4x4 avec un chauffeur, le capitaine Guillaume Ancel et moi-même étions derrière à la place passager. La jeep était armée d'une mitrailleuse, un calibre 308 OTAN, je dirais calibre traditionnel. Derrière nous, il y avait deux gros camions 4x4, donc des camions à 4 roues motrices avec des gros pneus. Chacun de ces camions avait un équipage de six hommes, c'était des légionnaires du deuxième régiment étranger d'infanterie. Il y avait dessus, je pense, 3 soldats ordinaires. Il y avait un tireur d'élite, et il y avait une mitrailleuse, un calibre 12-7 sur une petite tourelle métallique au dessus du chauffeur à l'avant du camion.

Et à ce moment-là, nous étions situés sur le côté de la base le long de la piste, j'ai un peu de la peine à déterminer l'axe, je pense que nous étions, vue l'orientation du soleil, au sud de la piste dans l'axe de la piste. A ma droite, il y avait le bunker des Français, la position de campagne avec à l'intérieur de cette position le grand hangar métallique. Nous sommes sortis de la position avec le véhicule et nous

avons longé la piste avec le soleil sur notre droite. Il était environ 11h30. Je me rappelle que les véhicules roulaient lentement dans l'herbe relativement bien soignée qui borde l'Aéroport. Et après une distance d'une centaine de mètres ou environ de 200 mètres, il y avait environ une demi douzaine de cadavres frais.

J'avais en longeant la piste sur le côté sud, et nous étions arrivés à hauteur de la tour de contrôle quand nous avons tracé une oblique sur la gauche, et c'est à cet endroit, sur notre droite que se situaient les cadavres. J'ai été particulièrement frappé par la tête quasiment décollée d'un corps où je voyais les chairs toutes rosâtres de la personne qui était là, et il y avait une flaque de sang sur le sol qui n'était pas encore sèche. Le ciel s'y reflétait comme dans un miroir, comme si c'était un petit peu du mercure. Les français sont passés là à côté sans un geste. Il n'y a pour moi pas l'ombre d'un doute, ils s'agissaient des personnes qui avaient fui depuis des semaines le génocide. Ceci se voyait notamment grâce à l'aspect très amaigri du visage de la personne de sexe masculin qui gisait dans la poussière à mes côtés, avec une barbe assez fournie de plusieurs semaines. Il était très maigre avec des habits sales.

Ces gens étaient à proximité de la piste. A quelques mètres de la piste d'aviation, 150, 200 mètres, à l'intérieur de la position française extrêmement bien gardée. Pour moi, il était impossible que des Rwandais en civil, à mon avis relativement en mauvais état de santé, ayant eu faim pendant longtemps, en fuyant, aient voulu tenter une quelconque action militaire. D'ailleurs, il n'y avait aucune arme ou quoi que ça soit de cette nature vers eux. Et puis, ça pose la question de savoir comment est-ce qu'ils sont arrivés là ? [...] Donc là il y avait une position fortifiée de ce côté là. Il y en avait une en face, proche des bâtiments d'entrée et de sortie de la base.

A mon avis, tout le périmètre était sécurisé en permanence et puis, vu la nature des lieux avec de l'herbe basse sans buisson, sans rien sur la piste que je dirai en bon état, plate. La moindre personne qui se déplacerait à cet endroit, à fortiori la journée, était immédiatement repérée. Ils ne pouvaient pas être là sans que les Français les aient laissés entrer. [...] J'entends que si elles avaient cherché à pénétrer sur la base, il n'était pas possible qu'elles se cachent. C'est un terrain plat, il faisait jour, c'était onze heures du matin. Donc pour moi, il y avait un périmètre fermé et les cadavres je les ai trouvés à proximité de la piste d'atterrissage, le long d'un petit bout de route rudimentaire qui avait été formée par les va-et-vient des véhicules français qui longeaient la piste d'aviation en petit bout pour après obliquer en direction de la sortie du camp. Les cadavres que j'ai vus là sur ma droite en sortant étaient dans le périmètre de l'armée française entre deux positions, deux fortifications de campagnes, occupées par des personnels Français nombreux où il y avait plusieurs factionnaires en permanence jour et nuit.

[...] J'ai fait diverses hypothèses, ce ne sont pas des faits que je rapporte. Donc pour moi, ou bien les Français les ont laissés entrer sur la base et, je pense que la base était organisée d'une telle nature qu'il ne devait y avoir qu'une entrée. Deuxième hypothèse, ils ont été amenés là par les Français. Donc si on les a laissé rentrer, ils allaient où ? Depuis le portail qui était là, ils ont traversé la piste pour après se rendre vers les Français ; donc on les aurait faits entrer pour qu'ils soient tués là par des Interahamwe ou peut être par les Français eux-mêmes. Ça je n'en sais rien.

[...] Nous nous sommes rendus en direction de la sortie de la base où il y avait une barrière un petit peu comme le passage à niveau en Europe, rouge et blanche. Je n'avais aucun repère. J'étais quand même dans une situation un peu particulière, en opération avec des militaires étrangers. Il était prévu que nous allions à Nyarushishi. Donc nous sommes descendus la route de l'aéroport, qui était goudronnée. Nous avons, je pense, tourné à gauche pour nous rendre en direction de Nyarushishi, et puis la radio crachotait d'une manière fréquente. Et l'impression qui s'est dégagée de là, c'est que je ne comprenais pas tout, parce qu'il y avait beaucoup de parasites et ils parlaient quand même dans un langage un petit peu codé. Et il m'a semblé que je gênais, que les militaires français ne pouvaient pas faire ce qu'ils avaient envie de faire à cause de ma présence.

Normalement, on devait aller à Nyarushishi, et puis à un moment donné, le capitaine Guillaume Ancel m'a dit que leurs véhicules devaient aller apporter un soutien à certains de leurs militaires qui étaient en opération sur terrain et qui étaient un petit nombre, qui avaient besoin de leur appui. Alors il ne m'en a pas dit plus. Nous étions sur trois véhicules armés d'une mitrailleuse légère et de deux mitrailleuses lourdes avec douze hommes dont deux avaient des fusils de tireurs d'élite en calibre 308. Avec un appui stable, un soldat entraîné tire quelqu'un à 600 mètres sans problème.

Et donc là, il m'a dit « Ecoutes, je te ramène à la base à Kamembe ou bien à l'évêché de Cyangugu ». J'avais indiqué que mon cousin Epaphrodite Kayinamura, ecclésiastique rwandais, se trouvait là. Il était économiste, je crois, avec le grade de vicaire. Et je lui ai demandé quelle était la sécurité à l'évêché, parce qu'il y avait quand même une situation assez mouvante autour de nous, avec des tirs fréquents. J'ai vu à plusieurs reprises des cadavres aux bords des routes, des cadavres frais ou des cadavres plus anciens qui sentaient mauvais. Certains n'avaient même plus que quelques habits en squelette avec quelques chairs pratiquement sèches.

Il m'a dit que c'était correct, qu'il y avait trois légionnaires qui gardaient la base, et que cette dernière n'était pas du tout la cible des combats, si ce n'est que, éventuellement, quelque pillards qui pouvaient y aller mais que les militaires, maîtrisaient la situation. Alors là on a fait demi tour,

et nous sommes arrivés à l'évêché, peu après la fin du repas. Il devait être environ 13h00 ou 13h30, peut-être 14h00. Là je me suis entretenu avec Kayinamura, mon cousin. J'ai demandé si je pouvais rester là, ce qui a bien sûr été accepté, et les Français s'en sont allés en disant qu'ils m'informeront de la suite des opérations. J'ai passé l'après midi là avec les Français en échangeant un petit peu avec les militaires, et puis en regardant simplement le temps passé. A un moment donné, alors que j'étais assis en avant de la propriété de l'évêché, il y a eu des tirs d'armes automatiques sur notre droite et avec des balles qui sont venues dans notre direction à hauteur d'homme.

La nuit est arrivée. Je suis resté là avec les membres de l'évêché et puis j'ai été un petit peu dehors, entrain de boire du café que les Français avaient bricolé sur le petit réchaud à gaz. Le moment d'aller me coucher, les Rwandais avaient fermé toutes les grilles de l'évêché, et puis j'étais à la fenêtre quand un des Français m'a dit : « ouais ! Tu peux passer la nuit avec nous là dans le poste, on te passe un sac de couchage, et puis un petit tapis de sol de camping, par ce que de toute façon on ne dort pas, on est là pour veiller ». La nuit a commencé à se dérouler. A ce moment- là, quelques hommes, je crois cinq ou sept légionnaires, sont venus en renfort pour la nuit parce que la situation était peut être plus dangereuse, et éventuellement si des pillages devaient se dérouler. Et puis, ce personnel français là, s'il avait été un petit peu en opération dans la région au Rwanda pendant la journée, ça leur permettait aussi de se reposer, d'avoir accès à l'eau, des toilettes... En discutant, un soldat français antillais, je l'ai reconnu par le français qu'il employait, disait que c'était les khmers noirs, pour dire le FPR, qui faisaient le génocide, qu'ils étaient là pour intervenir dans cette situation. C'était manifeste que ça ne collait pas à la réalité, même pour quelqu'un qui ouvre les yeux, il répétait quelque chose qu'il devait avoir entendu sans se poser de question et sans regarder la réalité qui se déroulait autour de lui. J'ai dit que ce n'était pas juste, que ce n'était pas vrai, que mes beaux-frères avaient été assassinés dans un génocide.

La nuit s'est déroulée sans incident. Je me rappelle quand même avoir entendu des tirs, des explosions de grenade à une ou deux reprises. Je me rappelle notamment à une reprise, avoir entendu un cri absolument horrible qui me glace encore le sang à l'heure actuelle. Environ sur la droite en contrebas, il y a une distance de peut-être 200, 300 mètres à vol d'oiseau, j'ai entendu une voix vraisemblablement d'une femme qui après s'être fait violer, s'est fait tuer, coupée, égorgée, comme ça. C'était abominable. Et puis le militaire français, en discutant, a sorti une grande mallette noire qui était cachée là dans le dépôt, et il a sorti une arme en deux parties, d'une quinzaine de kilos.

D'après ce qu'il me disait, c'était un fusil lourd, un calibre 50 avec un semi automatique, avec des chargeurs de huit coups. Il l'a monté et mis une batterie sur le petit kiosque qui se situait à gauche de la propriété de l'évêché. Il a mis dessus un dispositif de visée spéciale, et il m'a

montré sur le lac Kivu un bidon flottant qu'il avait repéré dans la journée. Il m'a dit qu'il se situait à une distance d'environ supérieur à un km et qu'il était capable de tirer dessus dans ces conditions. Il n'a pas employé son arme. Ceci, c'est pour expliquer un petit peu quels étaient les armements sophistiqués que les Français avaient avec eux.

Donc là, il y avait des tirs très proches. Après, ça a repris un petit peu, pas dans notre direction, il ne s'agissait pas de combats, tel que je l'ai vu là. Il s'agissait plutôt de pillages, des victimes qui devaient être exécutés. Par rapport aux autres tirs, ça ne donnait pas l'impression que c'étaient des combats, parce que si c'étaient des combats on aurait entendu des tirs adverses. Dans la zone, il y avait qui ? Turquoise, on le sait. C'était quand même une zone qui était assez étanche où il y avait des Français, et puis qui ? Les personnes qui ont exécuté le génocide, et à ma connaissance, il n'y avait pas de personnels de l'APR qui se trouvaient là, et on sait que les victimes du génocide, les Tutsis, n'avaient pas d'armes. Donc pour moi les tirs dans leur écrasante majorité ne pouvaient provenir que d'Interahamwe, pour les tirs que j'identifiais comme étant de tirs kalachnikov, et puis des soldats français pour ceux que j'ai identifiés de par la cadence des tirs.

Le lendemain, environ à 14h00, 14h30 voire 15h00 de l'après midi, nous sommes le mercredi 20 juillet. Soudainement, alors que je somnolais un peu sur un lit, dans une chambre dans le bâtiment blanc qui était à gauche à l'évêché. Le capitaine Hogard est arrivé et a dit : « Il est où le civil suisse » ? J'ai dit : « Je suis là, j'arrive ». Il m'a dit : « Ecoutes, j'ai ta famille dans le camion, on est allé la chercher à Nyarushishi, tu as 30 secondes pour faire tes adieux et puis nous rejoindre en bas de la route ». Je suis allé en bas de la route qui allait vers l'évêché, et les camions militaires français avaient été bâchés, notamment ceux qui contenaient onze membres de ma belle-famille. J'ai soulevé la bâche, ça sentait mauvais, ça sentait le vomis, des excréments. Ma famille était vraiment en piteux état.

Donc je me suis présenté, j'avais une photo où j'étais avec leur sœur, mon épouse donc. Je ne les connaissais pas, et je leur ai dit, voilà je suis votre beau-frère, je suis venu vous chercher. On va aller à Bukavu, et j'espère que ça ira mieux. Ils étaient tous très choqués, les yeux hagards. Il y avait juste mon beau-frère Dieudonné Niyibizi, qui était à l'époque âgé de 23 ans, qui, lui, était survivant, avec sa mère et ses deux enfants, une sœur et un frère, des survivants du stade de Cyangugu. Là, ils étaient un groupe de quatre, ils venaient de Nyarushishi, et il y avait également un deuxième groupe familial avec ma belle-mère Anna Kankera et ma belle sœur Marie, et quatre de ses enfants des rescapés des massacres de la paroisse de Mibilizi.

Le capitaine Ancel dit qu'il voulait me laisser à la douane, sur le petit pont métallique qui fait la frontière entre le Rwanda et le Zaïre. Je dis : « Ecoutes, là, ça ne va pas. Initialement vous me proposiez de

m'amener en Europe, vous ne le faites pas, ce n'est pas un problème, mais moi j'avais prévu dans mes plans initiaux d'aller à Bugarama », c'était un endroit où il y avait des milices, mais j'y avais une cousine, Martine, dont l'époux était un cadre de la CIMERWA, et là je pouvais bénéficier d'un truc correct. Entre temps, il me dit qu'on ne peut pas aller à Bugarama, on va à Bukavu. J'ai dit : « D'accord. Alors à Bukavu, tu as vu qu'il y a les Interahamwe partout, ce n'est pas possible de me laisser simplement dans la rue comme ça, sans moyen de transport, on se ferait sûrement couper ». Donc je lui ai dit qu'il devait m'amener au HCR, endroit dont je savais où c'était à Bukavu. Il a accepté, il m'a dit qu'il n'avait pas de mandat pour pénétrer au Zaïre mais vu le fait que les militaires zaïrois avaient largement pillé les réfugiés rwandais qui fuyaient au Zaïre, que ces derniers avaient certainement bu, ils étaient tranquilles en cette fin d'après midi, parce qu'ils avaient les poches pleines. Donc il était quand même un petit peu tendu. Il m'a dit qu'on va faire un peu plus vite.

Il a donné l'ordre à ses hommes d'être le plus discret possible, de ne pas exhiber leurs armes d'une manière évidente. Nous nous sommes mis en route en direction de la frontière sur la Rusizi, on a traversé le pont. Là, nous sommes arrivés au HCR à Bukavu, devant la cour. A l'intérieur de cette cour, il y avait un très grand nombre de personnes rwandaises qui étaient là, qui attendaient des acquis de droit et qui étaient manifestement des génocidaires en fuite, certains avec leurs familles. Et le capitaine Guillaume Ancel a demandé à son chauffeur du camion où il y avait ma belle famille de reculer avec l'arrière du camion contre le portail à doubles vantaux du HCR. Il est descendu de son camion, il a bousculé les factionnaires zaïrois qui gardaient la petite porte pour rentrer dedans, porte métallique, de l'autre côté. Il y a eu quelques exclamations de surprise. Il a également vraisemblablement bousculé des personnels chargés de la sécurité et a ouvert la porte d'autorité. Le camion reculait un petit peu à l'intérieur du HCR, et ma famille est descendue, j'ai pris mes bagages, j'ai pris congé des Français, et les factionnaires zaïrois ont refermé la porte. C'est là que s'achèvent mes contacts avec l'armée française.

Depuis la-bas, je me suis rendu le mercredi soir dans un quartier des faubourgs de Bukavu à Cyayi, qui était sis juste en face de camp militaire de Panzi. Et il m'a fallu deux jours à Bukavu pour trouver un bus pour que nous puissions partir de là avec les onze personnes avec lesquelles j'étais arrivé, et entre temps la tension était montée d'une manière très sensible à Bukavu à cause de l'arrivée dans la région où j'étais réfugié de plusieurs milliers, voire une dizaine de milliers d'Interahamwe, qui étaient rassemblés par l'armée zaïroise dans le camp Panzi.

Le samedi 23 juillet j'ai pris la piste à 3 heures du matin avec 30 membres de ma belle-famille pour aller à Bujumbura, où nous sommes arrivés avant-midi, et le lendemain, j'ai effectué une rotation supplémentaire pour encore aller chercher 30 personnes à Bukavu, que

j'ai amenées saines et sauvées à Bujumbura. Et depuis là, je me suis employé à porter un soutien sanitaire aux personnes que j'avais amenées, et la décision a été prise d'amener les 10 membres de ma belle-famille survivant de Nyarushishi en Europe. J'ai pu obtenir les visas de mon pays. Il m'a fallu emprunter de l'argent pour payer les billets d'avion, et les 50 autres personnes je leur ai donné certaines fournitures en vivres et en moyen de transport, et ils ont rejoint Kigali en faisant le détour par la rivière Akanyaru. Je me suis envolé pour rentrer dans mon pays avec les membres de ma belle-famille le lundi, que je sois précis, c'était le mardi 2 Août 94.

A la suite de cela, il a fallu s'occuper de mes beaux parents, effectuer la demande d'asile, essayer de les stabiliser. Je sais d'une manière absolument certaine, de par les contacts extrêmement fréquents, extrêmement proches avec les 10 membres de ma belle-famille, avec lesquelles je vis depuis maintenant 13 ans en Europe, je me rappelle très clairement lorsque nous étions en famille que mon épouse me traduisait toujours les conversations dans les très nombreuses discussions que nous avons eues dans les semaines qui ont suivi leur arrivée en Europe, les contacts que nous avons et même dans les années qui ont suivi, j'entendais mes beaux-parents dire la chose suivante et je résume : A Nyarushishi la situation était terrible, avant l'arrivée des Français bien sûr, le CICR, qui était en charge de la place, n'était pas capable d'apporter des soins de santé au camp. Pas de comprimés contre la malaria, rien, contre la dysenterie qui faisait énormément de ravage en plus de l'absence d'eau potable et de vivres.

Je sais que ma belle-famille a réussi à survivre parce qu'ils mangeaient du charbon de bois. Ils l'employaient également pour se frotter les dents un petit peu, et ça atténuait les ravages de la dysenterie et parfois ils n'avaient pas plus qu'un petit plat de riz ou de farine de maïs, plutôt avec parfois des haricots ou une poignée d'arachides chaque jour ou tous les deux jours. Et lors de l'arrivée des troupes françaises, dans toutes les discussions qu'on a eues qui couvraient également la partie française, il n'y a eu état d'absolument aucune amélioration de leur situation sanitaire. Lors de l'arrivée des troupes françaises, la situation restait extrêmement difficile. Ils continuaient d'avoir faim, d'avoir soif, de souffrir de la dysenterie et de l'insécurité. Il y a des milices Interahamwe qui venaient chercher des hommes pour les tuer.

Il y a vraisemblablement des femmes qui étaient violées et des gens qui disparaissaient tous les jours. Je ne peux pas vous citer des chiffres, mais ce n'est pas une ou deux personnes qui disparaissaient tous les jours dans le camp pendant que les militaires français s'y trouvaient. Concernant le caractère humanitaire de l'opération Turquoise, j'ai constaté que les Français étaient munis d'armements lourds, des mortiers de 80mm, des mitrailleuses, des mitrailleuses lourdes, de fusils, de fusils de tireurs d'élite lourds qui sont capables de cibler un homme dans la nuit, dans le brouillard à 1500m, qui avaient une possibilité de

soutien aérien à bref échéance. Je dirais qu'en l'absence de stock à mon avis, en tout cas sur la base de Kamembe, de fournitures humanitaires, que la France n'a pas fait une opération humanitaire. Là, pour moi, c'est une chose qui est évidente, je n'ai aucune hésitation par rapport à ce que j'ai vécu et à l'analyse que j'ai toujours eue des situations sur le moment. Ce n'était pas une opération humanitaire.

Les gens sur place, dans l'opération Turquoise, pour ce que j'en sais, par ce que m'ont dit mes beaux-parents rescapés de Nyarushishi, continuaient à être menacés. À Bukavu, juste en face du camp militaire de Panzi, où il y avait un très grand nombre d'Interahamwe, où des gens se sont fait tuer dans la zone le vendredi 22 et le samedi 23, jusqu'à ce que je la quitte très tôt le matin, je pense qu'il y a plusieurs dizaines de personnes Tutsis qui y ont été massacrés par les Interahamwe. Il y avait des tirs de grenade et de mitraillettes, et à plusieurs reprises, il y a des balles qui sont venues dans les feuilles du bananier dans où je me trouvais, et malgré cette tension extrême où j'ai entendu des gens crier d'une manière horrible comme précédemment à Cyangugu, une ou deux nuits avant, vraisemblablement des femmes se faisaient violer et devaient se faire tuer après. Malgré la tension qui régnait là, mes parents se sentaient plus en sécurité là qu'à Nyarushishi. Donc voilà, ce n'était pas une opération humanitaire ».

63. Lucien Nibaseke

Lucien Nibaseke alias Murokore, né en 1970 est originaire de Giheka, cellule de Kagugu district de Gasabo, mairie de la ville de Kigali. Il a été auditionné le 25/7/2007 et le 4/9/2007

Dans son témoignage, L. Nibaseke parle de l'installation des militaires français dans la forêt de son oncle paternelle, du viol commis par ces derniers sur les filles et femmes tutsi, de la tenue des barrières et de l'entraînement des Interahamwe.

« J'ai vu les militaires français pour la première fois en 1990, après la détention de mon père Charles Kayishema qui avait été arrêté lors des rafles des personnes dites « ibyitso » (Complices du FPR). Quand mon père a été libéré, il s'est engagé au PSD et représentait ce parti à Kagugu. Lui et son frère Philibert Kagoyire ont continué de faire l'objet de plusieurs menaces, sous prétexte qu'ils étaient complices d'Inkotanyi. Leurs maisons ont été fouillées plus d'une fois par des militaires français, et la forêt de mon oncle Kagoyire qui se trouve sur la colline Giheka à Batsinda, cellule de Kagugu, a été également survolée plusieurs fois par un hélicoptère militaire pour soi-disant traquer les Inkotanyi et leurs armes. Bien entendu, ils n'ont rien trouvé.